

Henry-David THOREAU

LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

« du devoir de désobéissance civique »

traduction, notes et postface de
Jean-Pierre Cattelain

UTOVIE

De tout cœur, j'accepte la devise : « Le gouvernement le meilleur est celui qui gouverne le moins », et j'aimerais la voir mettre en œuvre de manière plus rapide et systématique. Poussée jusqu'à son terme, elle aboutit à ceci, auquel je crois également : « Le gouvernement le meilleur est celui qui ne gouverne pas du tout » ; et quand les hommes y seront préparés, ce sera le type de gouvernement qu'ils auront. Un gouvernement n'est au mieux qu'un expédient ; mais la plupart des gouvernements, en temps ordinaire, et tous les gouvernements, parfois, sont superflus. Les nombreuses objections qu'on a avancées contre une armée permanente - elles sont de taille, et méritent de prévaloir - peuvent aussi finalement être avancées contre un gouvernement permanent. Le gouvernement lui-même, qui n'est que le moyen choisi par le peuple pour exécuter sa volonté, est également susceptible d'être abusé et perverti avant que le peuple puisse agir par lui. Témoin en ce moment-même la guerre du Mexique ¹, œuvre d'un groupe relativement restreint d'individus se servant du gouvernement comme un outil ; car, au départ, jamais le peuple n'aurait consenti à cette entreprise.

Le gouvernement américain - qu'est-ce que donc qu'une tradition, récente, il faut bien le noter, qui cherche à se transmettre intacte à la postérité, mais qui perd à chaque instant de son intégrité ? - n'a pas la vitalité, ni la force d'un seul homme en vie ; car un homme seul peut le plier à sa volonté. C'est une sorte de fusil de bois que se donnent les gens. Mais il n'en est pas moins nécessaire, car il faut au peuple quelque machine compliquée, qui fasse beaucoup de bruit, pour répondre à l'idée qu'il se fait du gouvernement. Ainsi, les gouvernements nous montrent avec quel succès on peut en imposer aux hommes et même à soi-même pour son propre avantage. Voilà qui est parfait, nous devons tous en convenir. Cependant, ce gouvernement n'a jamais de lui-même encouragé aucune

1. Guerre-éclair et très inégale entre les Etats Unis et le Mexique, en 1847-1848, et qui se termina par l'annexion aux U.S.A. d'un immense territoire entre le Texas et la Californie.

entreprise, si ce n'est la promptitude à s'effacer. Ce n'est pas lui qui garde au pays sa liberté. Ce n'est pas lui qui met l'Ouest en valeur. Ce n'est pas lui qui instruit. C'est le caractère inhérent au peuple américain qui fait toutes ces œuvres ; et il en aurait fait bien plus si le gouvernement ne s'écartait parfois interposé. Car le gouvernement est un instrument grâce auquel les hommes voudraient bien laisser chacun vivre à sa guise ; et, comme on l'a dit, c'est lorsqu'il se mêle le moins de la vie des gouvernés qu'il est le plus utile. Le commerce, les affaires, s'ils n'avaient pas leur propre dynamisme, n'arriveraient jamais à franchir les obstacles que les législateurs leur suscitent continuellement ; et s'il fallait juger ces hommes sur les seules conséquences de leurs actes et non sur leurs seules intentions, ils mériteraient d'être classés et punis avec ces malfaiteurs qui placent des obstacles sur les voies ferrées.

Mais, pour parler en homme pratique et en citoyen, au contraire de ces hommes qui se nomment anarchistes, je ne demande pas d'emblée « point de gouvernement », mais d'emblée, un meilleur gouvernement. Que chacun fasse connaître quel genre de gouvernement commanderait son respect, et ce sera le premier pas pour l'obtenir.

Après tout, la raison pratique pour laquelle, une fois le pouvoir aux mains du peuple, on permet à une majorité de régner de façon continue pendant très longtemps, ne tient pas tant aux chances qu'elle a d'être dans le vrai, ni au respect qu'elle inspire à la minorité, qu'à la prééminence de sa force physique. Mais un gouvernement où la majorité tranche de tous les problèmes ne peut être fondé sur la justice, telle que les hommes l'entendent. Ne peut-il exister de gouvernement où ce ne seraient pas les majorités, en quelque sorte, qui trancheraient du bien et du mal, mais la conscience - où les majorités ne trancheraient que des questions auxquelles s'applique la loi d'opportunité ? Le citoyen doit-il jamais un instant, si peu que ce soit, abdiquer sa conscience au législateur ? À quoi bon la conscience individuelle alors ? Je crois que nous devrions être hommes d'abord et sujets ensuite. Il n'est pas souhaitable de cultiver le même respect pour la loi et pour le bien. La seule obligation que je dois assumer est de faire à tout moment ce que j'estime juste. On dit assez justement qu'un groupement n'a pas de conscience ; mais un groupement d'hommes consciencieux est un groupement doué de conscience. La loi

n'a jamais rendu les hommes un brin plus justes ; et, de par le respect qu'ils lui portent, les gens les mieux intentionnés deviennent chaque jour les agents de l'injustice.

Le résultat courant et naturel d'un respect indu pour la loi est que l'on peut voir une colonne de soldats, colonel, capitaine, caporal, simples soldats, ordonnance et toute la clique, marchant au combat par monts et par vaux, en ordre admirable, contre leur volonté, que dis-je ? à l'encontre de leur bon sens et de leur conscience, ce qui rend cette marche fort dure en vérité, et éprouvante pour le cœur. Ils n'en doutent pas : c'est une vilaine affaire que celle où ils sont engagés. Ils ont tous des dispositions pacifiques. Or, que sont-ils ? Des hommes ? ou de petits fortins, des magasins à poudre ambulants au service de quelque gouvernement sans scrupule ? Visitez l'arsenal de la flotte, et observez un fusilier marin, un de ces hommes comme peut en fabriquer un gouvernement américain, ou ce qu'il peut faire d'un homme avec sa magie noire - simple ombre réminiscente de l'humanité, un homme debout et vivant enveloppé d'un suaire et déjà, si l'on peut dire, enseveli sous les armes avec les honneurs militaires, bien que peut-être

« Ni tambour, ni marche funèbre,
n'accompagnèrent
Son corps quand nous l'emmenâmes
au galop jusqu'au rempart
Nul soldat pour tirer une salve
d'adieu
Sur la tombe où nous avons couché
notre héros »².

La masse des hommes sert ainsi l'État, non point tant en humains qu'en machines avec leurs corps. C'est eux, l'armée permanente et la milice, les geôliers, les gendarmes, la garde civile, etc. Dans la plupart des cas, ils n'ont pas la liberté d'exercer leur jugement ou leur sens moral ; au contraire, ils se ravalent au niveau du bois, de la terre et des pierres ; et peut-être peut-on fabriquer des automates qui rendront le même service. Ceux-là ne commandent pas plus le respect que des hommes de paille ou une motte de terre. Ils ont la même valeur que des che-

2. Extrait d'un poème de Charles Wolfe : *Les Funérailles de Sir John Moore*.

vaux ou des chiens. Pourtant, on les tient généralement, eux et leurs semblables, pour de bons citoyens. D'autres - comme la plupart des législateurs, des politiciens, des magistrats, des ministres et des fonctionnaires - servent l'État surtout avec leur intellect ; et, comme ils font rarement de distinctions morales, ils sont tout autant susceptibles, sans le vouloir, de servir le diable que Dieu. Un très petit nombre, comme les héros, les patriotes, les martyrs, les réformateurs au sens noble du terme, et les hommes, mettent aussi leur conscience au service de l'État, et, ce faisant, lui résistent la plupart du temps ; et l'État les traite couramment en ennemis. Un sage ne servira qu'en homme, et ne se ravalera pas au rang de « glaise » pour « boucher le trou par où souffle le vent »³, mais laissera ce rôle à ses cendres pour le moins :

« Je suis de naissance trop haute
pour me laisser approprier
Pour être le subalterne de qui
détient le pouvoir,
ou le valet et l'instrument commode
D'aucun état souverain par le
monde »⁴

Celui qui se consacre entièrement à ses semblables passe à leurs yeux pour un bon à rien et un égoïste ; mais celui qui ne leur voue qu'une partie de lui-même se voit traiter de bienfaiteur et de philanthrope.

Quelle attitude doit adopter un homme face au gouvernement américain ? je répondrai qu'il ne peut sans déchoir s'y associer. Jamais je ne pourrai reconnaître comme mon gouvernement cette organisation politique qui est aussi le gouvernement de l'esclave.

Tous les hommes reconnaissent le droit à la révolution, c'est-à-dire le droit de refuser toute allégeance au gouvernement et de lui résister lorsque sa tyrannie et son incapacité sont notoires et intolérables. Mais presque tous disent que tel n'est pas le cas à présent. Mais ce l'était, pensent-ils, lors de la Révolution de 1775. Si l'on me disait que le gouvernement d'alors était mauvais parce qu'il taxait certaines denrées étrangères

3. Extrait de *Hamlet*, de Shakespeare.

4. Extrait du *Roi Jean*, de Shakespeare.

à l'arrivée dans ses ports, il est fort probable que je m'en soucierais fort peu, car je peux m'en passer.⁵

Toutes les machines ont une friction ; et il se peut que celle-ci fasse assez de bien pour contrebalancer le mal. En tout cas, c'est une erreur fatale de faire tant de bruit pour si peu. Mais lorsque la friction en arrive à avoir sa machine et que l'oppression et le vol sont organisés, je lance un appel pour la suppression de cette machine. En d'autres termes, lorsqu'un sixième de la population d'une nation qui se fait fort d'être le havre de la liberté est composé d'esclaves, et que tout un pays est injustement envahi et conquis par une armée étrangère et soumis à la loi martiale, je crois qu'il n'est pas trop tôt pour les honnêtes gens de se rebeller et d'opérer une révolution. Ce devoir est d'autant plus impérieux que le pays envahi n'est pas le nôtre, mais que l'armée coupable d'agression est la nôtre.

Paley, qui fait généralement autorité en matière de morale, dans son chapitre intitulé « Du devoir de soumission au gouvernement civil »⁶, ramène toute obligation civique à une règle d'opportunisme ; et il poursuit : « Aussi longtemps que l'intérêt de la société dans son ensemble l'exige, c'est-à-dire tant que l'on ne peut résister au gouvernement établi ou le changer sans troubler l'ordre public, la volonté de Dieu est que l'on obéisse au gouvernement établi ; mais ce n'est plus le cas si l'ordre public n'est pas menacé (...). ce principe étant admis, la justice de chaque cas particulier de résistance se réduit à une évaluation de l'importance, dans un cas du danger et du tort causé et, dans l'autre, du danger et du prix de la réforme. » Sur ce point, dit-il, chacun sera juge. Mais Paley semble n'avoir jamais envisagé les cas auxquels ne s'applique pas la règle d'opportunité, tels que ceux où un peuple, ou encore un individu, doit faire justice, quoi qu'il en coûte. Si j'ai injustement arraché une planche à un homme qui se noie, je dois la lui rendre, au risque de me noyer. Ceci, selon Paley, serait inopportun. Mais celui qui, dans un tel cas, voudrait sauver sa vie la perdrait. Ce peuple doit cesser de détenir des hommes en esclavage et de faire la guerre au Mexique, même au prix de son existence comme peuple.

5. La cause immédiate de la rébellion de 1773-1775 contre l'Angleterre fut l'imposition, fort impopulaire, d'une taxe sur divers produits, dont le thé.

6. Dans son ouvrage classique *Principes de philosophie morale et politique*, 1785.

Dans leur pratique, les nations sont d'accord avec Paley ; mais y a-t-il quelqu'un pour croire que le Massachusetts agisse selon la justice dans la conjoncture actuelle ?

« Une souillon d'État,
une catin en habits brodés d'or,
La traîne portée haut,
et l'âme traînant dans la boue » ⁷

Pour parler clair, ceux qui s'opposent à une réforme au Massachusetts, ce n'est pas une centaine de milliers de politiciens sudistes, mais une centaine de milliers de commerçants et de fermiers qui s'intéressent davantage au commerce et à l'agriculture qu'à l'humanité et ne sont nullement décidés à rendre justice à l'esclave et au Mexique, quoi qu'il en coûte.

Ce n'est pas à des ennemis lointains que je cherche querelle, mais à ceux qui, tout proches, coopèrent avec eux et exécutent leurs ordres, et sans qui ces ennemis seraient inoffensifs. Nous sommes accoutumés de dire que la masse des hommes n'est pas prête ; mais le progrès est lent, parce que l'élite n'est pas, sensiblement, plus sage ou meilleure que la masse. Le plus important n'est pas tant que beaucoup de gens soient aussi droits que vous, mais qu'il y ait quelque part une droiture absolue, car cela ferait lever toute la pâte. Il y a des milliers de gens qui par principe sont opposés à la guerre et à l'esclavage, mais qui en fait ne font rien pour y mettre un terme ; qui, se proclamant héritiers de Washington et de Franklin, restent assis les mains dans les poches à dire qu'ils ne savent que faire, et ne font rien ; qui même subordonnent la question de la liberté à celle du libre-échange, et lisent les cours de la Bourse aussi placidement que les dernières dépêches du Mexique après dîner, et peut-être, s'endorment sur les deux. Quel est le cours d'un honnête homme et d'un patriote aujourd'hui ? On hésite, on regrette, et il arrive qu'on signe une pétition ; mais on ne fait rien de sérieux ni d'efficace. On attend avec bienveillance, que d'autres remédient au mal afin de n'avoir plus à le déplorer. Tout au plus donne-t-on un suffrage qui ne coûte rien,

7. Extrait d'un poème de Thoeau.

un faible encouragement, et souhaite-t-on bonne chance à la justice quand elle passe. Pour un seul homme vertueux, il y a 999 défenseurs de la vertu. Mais il est plus facile de traiter avec le véritable propriétaire de quelque chose qu'avec son dépositaire provisoire.

Tout vote est une sorte de jeu, comme les échecs ou le jacquet, additionné d'une légère nuance morale ; on y joue le bien et le mal, et les questions morales ; et bien entendu les paris l'accompagnent. La personnalité des votants ne fait pas partie de l'enjeu. Je donne ma voix, c'est possible, à ce que j'estime juste ; mais il ne m'est pas d'une importance vitale que ce juste l'emporte. Je veux bien l'abandonner à la majorité. C'est donc que sa nécessité ne dépasse jamais le stade de l'opportunisme.

Même voter pour ce qui est juste, ce n'est encore rien faire pour la justice. Ce n'est qu'exprimer faiblement son désir de la voir triompher. Un sage n'abandonne pas la justice aux caprices du hasard, ni ne souhaite qu'elle triomphe par le pouvoir d'une majorité. Il n'y a que peu de vertu dans l'action de la masse des hommes. Lorsque la majorité votera pour l'abolition de l'esclavage, ce sera par indifférence à l'égard de l'esclavage, ou alors parce qu'il ne restera guère d'esclavage à abolir par leur vote. Ce seront eux, alors, les véritables esclaves. Seul peut hâter l'abolition de l'esclavage celui qui, par son vote, affirme sa propre liberté.

J'entends parler d'une convention qui se tiendra à Baltimore ou ailleurs pour choisir un candidat à la Présidence ; cette convention sera constituée principalement de rédacteurs en chef de journaux et de professionnels de la politique, mais quant à moi je me demande ce qu'importe à un homme indépendant, intelligent et respectable la décision à laquelle ils peuvent aboutir. N'aurons-nous pas de toute façon le bénéfice de sa sagesse et de son honnêteté ? Ne pouvons-nous pas compter sur des votes indépendants ? N'y a-t-il pas en ce pays beaucoup d'individus qui n'assistent pas aux conventions ? Mais non, je me rends compte que les hommes respectables, ou soi-disant tels, ont immédiatement dévié de leur position et désespèrent de leur pays, alors que leur pays aurait bien plus de raisons de désespérer d'eux. Ils adoptent sans délai un des candidats ainsi choisis comme étant le seul disponible, prouvant ainsi à quel point ils sont eux-mêmes disponibles pour tous les desseins des démagogues. Son suffrage n'a pas plus de valeur que celui d'un quelconque étran-

POSTFACE

HENRY-DAVID THOREAU, HOMME

Me permettra-t-on, au risque de paraître pédant, une remarque liminaire, en tant que linguiste et pédagogue ? Beaucoup de langues étrangères nous envient les pronoms indéfinis (“on”, par exemple) que nous pouvons utiliser en quantités de circonstances, et dont le vague nous permet d’énoncer les propositions les plus généreuses sans nous sentir trop engagés personnellement : « On doit aimer son prochain », « il faut lutter contre la guerre »... L’anglais n’a pas cette faculté ambiguë, et les propositions de ce genre auront pour sujet une expression plus personnelle et précise : « Je dois », ou : « un homme doit... »

L’essai de Thoreau que nous publions ici est ponctué, dans son texte original, d’expressions de ce dernier type, et on a vraiment l’impression, à sa lecture, que pour Thoreau l’expression « un homme » n’a nullement un sens indéfini, mais constitue un appel personnel à chacun des auditeurs ou lecteurs. Ce n’est pas un écrivain porté sur la parabole ou l’euphémisme. Son style est véhément, parfois brouillon ; les idées s’entrechoquent. Des mots comme vie, homme, voisin, ami ont chez lui un sens plein, et il ne consent pas à les dévaluer par un usage impropre. Nous nous sentons, par le biais de son vocabulaire et de son style, en présence d’un homme authentique.

Un bref survol de la vie de Thoreau nous révèle en effet un homme qui avait quelque droit à mépriser, comme il le dit dans son Journal monumental : « ceux dont l’esprit est macadamisé ».

Né en 1817 dans l’Est des Etats-Unis, il fit de solides études à Harvard, et il fut successivement, ou plutôt à la fois, instituteur, charpentier, arpenteur, fabricant de crayons, botaniste, écrivain, ermite et militant politique.

Et dans chacune de ses occupations, il mit toute sa fougue et sa compétence : il fut si peu satisfait du système scolaire traditionnel qu’il créa une école selon ses idées ; il fut « chef de gare » dans ce chemin de